

| | |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">Aménagement foncier Code de l'Environnement</p> | <p style="text-align: center;">AF 8054 Enghien DE</p> |
| <p style="text-align: center;">ENGHIEN Province de Hainaut Communes d'Enghien et de Silly</p> | |
| <p style="text-align: center;">PROJET DE PLAN D'AMENAGEMENT FONCIER</p> <p style="text-align: center;">Dressé par le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT FONCIER RURAL Service extérieur de MONS</p> <p style="text-align: center;">Vu pour accord en date du 20.04.2021 par le Directeur, M. THIRION</p> | |
| <p style="text-align: center;">DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE</p> | |
| <p style="text-align: center;">Arrêté par le Comité (D.286 et D.295), le 03.05.2021</p> <p style="text-align: center;">Pour le Comité,</p> | |
| <p style="text-align: center;">Le Secrétaire, A. LAMON</p> <p style="text-align: center;">Le Président, R. CHEVALIER</p> | |
| | <p>Comité d'Aménagement foncier ENGHIEN Secrétariat : Boulevard Winston Churchill, 28 – B-7000 MONS Mail : mons.dafor.dgarne@spw.wallonie.be</p> |

Sommaire

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | PRÉSENTATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT FONCIER D'ENGHIEN | 3 |
| 1.1 | DÉFINITIONS DE L'AMÉNAGEMENT FONCIER ET DU PLAN D'AMÉNAGEMENT FONCIER | 3 |
| 1.2 | OBJECTIFS DE LA DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE | 4 |
| 1.3 | ZONE CONCERNÉE..... | 4 |
| 2 | CADRE DE LA CONSULTATION SUR LE PLAN D'AMÉNAGEMENT FONCIER | 7 |
| 2.1 | AVIS INSTITUTIONNELS | 7 |
| 2.2 | ENQUÊTE PUBLIQUE | 7 |
| 3 | RÉPONSES AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES (RIE) | 11 |
| 3.1 | SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS DU RIE | 11 |
| 3.2 | ACTIONS ENTREPRISES EN LIEN AVEC LES RECOMMANDATIONS DU RIE | 11 |
| 3.3 | SYNTHÈSE DES ACTIONS ENTREPRISES | 16 |
| 4 | RÉPONSES AUX AVIS INSTITUTIONNELS..... | 17 |
| 5 | RECLAMATIONS ET OBSERVATIONS EXPRIMÉES LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET INTEGRATION DANS LE PLAN D'AMÉNAGEMENT FONCIER | 18 |
| 6 | PRINCIPALES MESURES DE SUIVI DES INCIDENCES | 19 |
| 6.1 | RAPPORT TRIENNAL DU COMITE D'AMÉNAGEMENT FONCIER | 19 |
| 6.2 | CONVENTION DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES AMÉNAGEMENTS SUBSIDIES | 19 |
| 6.3 | SUIVI BIOLOGIQUE DES AMÉNAGEMENTS..... | 19 |
| 7 | CONCLUSIONS | 20 |
| 8 | LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES..... | 21 |

1 Présentation du plan d'aménagement foncier d'Enghien

1.1 Définitions de l'aménagement foncier et du plan d'aménagement foncier

L'**aménagement foncier** (AF) est une procédure légale fondée sur l'intérêt général visant à aménager de manière durable l'espace agricole au moyen de la réorganisation du parcellaire agricole, d'aménagements (éléments du paysage, réseau de voiries, travaux hydrauliques) et d'action foncière (droit de préemption).

Dans ce cadre, l'aménagement foncier tend à :

- 1° constituer des parcelles régulières, aussi rapprochées que possible du siège d'exploitation et jouissant d'accès indépendants ;
- 2° assurer une exploitation plus efficiente des biens ruraux et renforcer leur multifonctionnalité ;
- 3° préserver et améliorer la valeur paysagère et le cadre de vie, ainsi que les services environnementaux des biens concernés ;
- 4° maintenir et développer la biodiversité.

Le **plan d'aménagement foncier** constitue l'aboutissement des opérations d'aménagement foncier. Ce plan détaille la nouvelle configuration du parcellaire (en propriété et en exploitation). Il est établi par le Comité d'aménagement foncier, institué pour gérer l'opération, qui y attribue les nouvelles parcelles aux titulaires de droits réels et aux occupants, comme le prévoit l'article D.286 du Code wallon de l'Agriculture (CWA).

Comme stipulé à l'article D.286/1 du CWA, le Comité fait figurer sur le plan d'aménagement foncier les domaines publics des voiries, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes. Le plan reprend également les servitudes maintenues et les servitudes qu'il établit, conformément à l'article D.287 du CWA.

L'attribution des parcelles se fait conformément aux dispositions de l'article D.288 du CWA, en ce qui concerne les titulaires de droits réels, et conformément aux dispositions de l'article D.289, pour ce qui est des occupants.

Les autres plans et les tableaux qui accompagnent le plan d'aménagement foncier sont établis par le Comité selon les dispositions énoncées aux articles D 281 et D.294 du CWA.

1.2 Objectifs de la déclaration environnementale

Le Livre Ier du Code de l'environnement, à travers son article D 6, 6° définit la déclaration environnementale comme étant :

« la partie de la décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou d'un programme ou le document accompagnant cette décision qui résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan ou le programme et dont le rapport sur les évaluations environnementales, les observations et avis émis par les instances et publics consultés, ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte-tenu des autres solutions raisonnables envisagées. »

1.3 Zone concernée

Au niveau administratif, le périmètre d'aménagement foncier « Enghien », coloré en rouge dans la figure suivante, se situe dans la province de Hainaut.



Figure 1 : Localisation du périmètre d'Aménagement foncier d'Enghien

Ce bloc couvre en partie les communes de Silly et d'Enghien et ses limites déterminent une superficie globale de 1793 hectares, domaine public compris. La superficie totale des parcelles cadastrales concernées est de 1689 hectares.

Le tableau suivant présente les chiffres clés de cet aménagement foncier.

| Caractéristiques | Valeur |
|--|---------------------------|
| Superficie sur la commune d'Enghien | 1160 ha |
| Superficie sur la commune de Silly | 529 ha |
| Superficie cadastrale totale | 1689 ha |
| Superficie cadastrale minimale | 2 ca (ou m ²) |
| Superficie cadastrale maximale | 13 ha |
| Nombre de parcelles cadastrales | 2153 |
| Nombre d'intéressés (prop/expl) | 957 |
| Nombre de propriétaires (ou TDDR ?) | 726 |
| Nombre d'indivisions | 473 |
| Nombre d'exploitations agricoles | 231 |
| Nombre d'occupants de parcelles | 309 |

Tableau 1 : Chiffres-clés de l'Aménagement foncier d'Enghien

1.3.1 Historique

Le périmètre d'aménagement foncier Enghien résulte de la fusion de deux projets de remembrements (entamés sur base des anciennes lois, abrogées depuis), et qui ont fait l'objet d'une reprise ab initio sur base du CWA :

1° Silly-Enghien/TGV 6

Dans les années 1990, faisant suite aux grands travaux d'infrastructures de la ligne TGV, les autorités régionales ont décidé de remembrer les parcelles des exploitations agricoles directement touchées par l'implantation de cette ligne. Sept blocs de territoire ont ainsi été constitués, dont le bloc « Silly-Enghien », qui a fait l'objet d'un échange en exploitation selon la loi du 12 juillet 1976 relative au remembrement légal des biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructures. L'acte d'échange d'exploitation a été signé fin 1995.

2° Labliau

En 1999, un remembrement couvrant l'ensemble du territoire de l'ancienne commune de Marcq-Labliau est déclaré utile, selon la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement des biens ruraux.

Sur proposition de la commune d'Enghien, le bloc « Silly-Enghien » a été incorporé au remembrement « Labliau » après la fin de la phase d'échange d'exploitation.

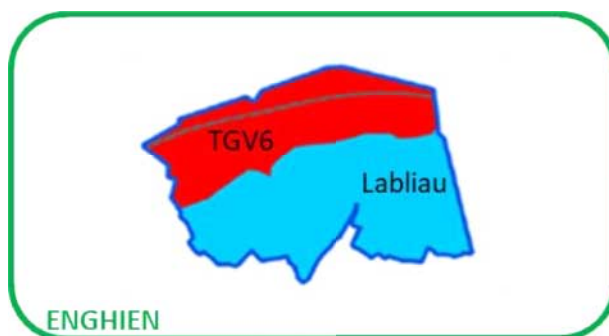


Figure 2 : Historique de la constitution du bloc AFR " Engghien "

Reprise ab initio

Suite à l'entrée en vigueur du CWA, le Comité a été complété et, le 11 mai 2015, il a pris la décision de reprendre les opérations de remembrement ab initio sous la forme d'un aménagement foncier. Cette décision a été suivie par la décision du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 de procéder à l'aménagement foncier.

1.3.2 Principales caractéristiques du périmètre d'aménagement foncier

La principale affectation au plan de secteur au sein du bloc est la zone agricole. Vient ensuite la zone de réservation constituée par la ligne à grande vitesse du TGV. Le territoire comprend également quelques zones forestières et des zones d'habitat à caractère rural.

Le périmètre est situé dans la région agricole limoneuse. Le relief est doux et vallonné, engendré par la présence d'un réseau hydrographique dense.

1.3.3 Cartographie du périmètre

La délimitation du périmètre concerné par l'aménagement foncier d'Engghien est reprise à l'annexe 1, intitulée : « Périmètre d'aménagement foncier d'Engghien ».

2 Cadre de la consultation sur le plan d'aménagement foncier

La consultation portant sur le plan d'aménagement foncier a été constituée :

- d'une **série d'avis remis par des institutions**
- d'une **enquête publique**.

Les bases légales ainsi que les modalités pratiques de ces 2 points sont décrites ci-après.

2.1 Avis institutionnels

Comme le prévoit le Livre Ier du Code de l'environnement dans son article D.57 §3, le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales (RIE) sont soumis, pour avis, dès leur adoption par l'auteur du plan ou du programme, au pôle « Environnement », aux communes concernées et aux autres personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter. Les avis sont transmis à l'auteur du plan ou du programme dans les 60 jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables. La procédure est explicitée plus en détails aux articles D.59 et D.60 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

En sa séance du 21 avril 2016, le Gouvernement wallon a décidé qu'il n'y avait pas lieu de consulter des personnes ou instances supplémentaires lors de la remise du projet de plan et du RIE.

2.2 Enquête publique

2.2.1 Cadre légal de l'enquête publique

L'article D.295 du CWA stipule que :

« Les plans et tableaux prévus aux articles D.281, D.286 et D.294, 1^o, 2^o, 3^o et 4^o sont soumis à enquête publique selon les modalités définies au titre III de la partie III du Livre Ier du Code de l'Environnement. »

L'article D.57 §1^{er} du Livre Ier du Code de l'Environnement prévoit également que tout plan ou programme soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement est soumis à enquête publique, et renvoie aux mêmes dispositions pour le mode opératoire de cette enquête (durée, organisation, publicité avant/après...), dans le cadre de la participation du public en matière d'environnement.

Cela concerne le plan d'aménagement foncier, qui est soumis à ce système d'évaluation des incidences sur l'environnement, en vertu de l'article D.53, §1, et de l'annexe V (point 1) du Livre Ier du Code de l'Environnement.

En sa séance du 21 avril 2016, le Gouvernement wallon a décidé que les communes susceptibles d'être affectées par les opérations d'aménagement foncier et sur le territoire desquelles une enquête publique devra être réalisée (en vertu de l'article D.29-4 du Code de l'Environnement) sont les communes d'Enghien et Silly. Il a aussi estimé que l'aménagement foncier n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre région, d'un autre état membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention sur l'éducation de l'impact sur l'environnement (en vertu de l'article D.29-11 du même Code).

En sa séance du 22 septembre 2016, le Gouvernement wallon a déterminé le contenu du RIE comme étant les dix éléments énumérés à l'article D.56, §3, du Livre Ier du Code de l'Environnement et les points repris dans l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable (devenu le Pôle « Environnement »).

2.2.2 Modalités d'organisation de l'enquête publique

Les modalités pratiques de déroulement de l'enquête publique organisée à Enghien telles que prévues par le Livre Ier du Code de l'Environnement sont décrites dans le tableau ci-après.

| Etape/ prérequis | Article du Code de l'Environnement | Détail | Enquête publique relative au plan d'aménagement foncier d'Enghien |
|--|--|--|---|
| Durée de l'enquête publique | D.29-13 | 45 jours calendrier (plan de catégorie A.2 au sens de l'article D.29-1) | Du 21/10 au 04/12/2019 |
| Publicité légale dans la presse régionale | D.29-8 D.29-9 | Un avis inséré dans les pages locales de deux journaux ayant une large diffusion en Région wallonne, dont l'un au moins est diffusé sur le territoire de chaque commune sur laquelle l'enquête publique est organisée; Les avis [...] sont publiés ou diffusés dans les huit jours précédant le début de l'enquête. | Avis paru dans La Nouvelle Gazette du Centre (édition du 14/10/2019) Avis paru dans La Province (édition du 14/10/201) Avis paru dans la Libre Belgique Hainaut (édition du 14/10/2019) |
| Publicité légale dans les médias locaux | D.29-8 D.29-9 | Un avis inséré dans un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire toutes-boîtes distribué gratuitement à la population des communes auxquelles s'étend le projet, le plan ou programme, si un tel bulletin ou journal publicitaire existe. Les avis [...] sont publiés ou diffusés dans les huit jours précédant le début de l'enquête. | Avis paru dans le Proximag Ath-Lessines-Enghien (édition du 14/10/2019) |

| Etape/ prérequis | Article du Code de l'Environne ment | Détail | Enquête publique relative au plan d'aménagement foncier d'Enghien |
|--|--|---|--|
| Publicité légale sur Internet | D.29-8 D.29-9 | L'avis est également publié sur le site Internet des communes concernées ou par l'intermédiaire d'un autre point d'accès électronique aisément accessible. Les avis [...] sont publiés ou diffusés dans les huit jours précédant le début de l'enquête. | Avis publié sur le site Internet des Communes d'Enghien et de Silly |
| Publicité légale supplémentai re | D.29-12 | L'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer les autorisations relatives aux projets, ainsi que le collège communal des communes organisant l'enquête publique, peut procéder à toute forme supplémentaire de publicité et de consultation dans le respect des délais de décision qui lui sont impartis. | / |
| Affichage de l'avis de l'avis d'enquête publique | D.29-7 et R.41-6 | L'avis d'enquête publique est affiché au plus tard cinq jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci | L'affichage a été réalisé par les communes d'Enghien et Silly. |

| | | | |
|--|--|--|--|
| <p>Consultation et explications sur les documents Recueil des réclamations et observations</p> | <p>D.29-16-§1^{er} D.29-17-§1^{er} D.29-18-§1^{er}</p> | <p>Consultation des documents Obtention d'explications Désignation d'une personne de contact</p> | <p>La consultation des documents a été assurée par les communes d'Enghien et Silly. Ceux-ci étaient consultables au sein des administrations communales suivant les modalités spécifiées dans l'avis d'enquête publique.</p> |
| <p>Publicité relative à la décision</p> | <p>D.29-21</p> | <p>La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie A.1., A.2., et A.3., la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi sont publiées au Moniteur belge et sur le portail environnement du site de la Région wallonne, ainsi que sur le site de la ou des communes concernées dans le cas des plans et programmes de catégorie A.2. Les plans et programmes de catégorie A.1, A.2 sont publiés sur le portail environnement du site de la Région wallonne.</p> | <p>Les publications légales seront effectuées dès que le plan d'AF aura été approuvé.</p> |

Tableau 2 : Modalités d'organisation de l'enquête publique

En matière de publicité préalable, conformément à l'article D.295 du CWA, les propriétaires et occupants intéressés par l'AF ont été avertis de la tenue de l'enquête publique par l'envoi d'un courrier recommandé.

3 Réponses aux recommandations du Rapport sur les incidences environnementales (RIE)

3.1 Synthèse des recommandations du RIE

L'élaboration du RIE est régie au niveau wallon par les articles relatifs à la partie « Système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement » du Code de l'environnement, et plus particulièrement les articles D.52 à D.61.

Le RIE, rédigé par I-MAGE, a d'une part, proposé des recommandations générales et, d'autre part, envisagé des mesures par domaine ou composante de l'environnement. Ces mesures sont présentées de manière détaillée dans le RIE et peuvent être synthétisées de la manière suivante :

1. des mesures de **prévention de l'érosion**, et, le cas échéant, de **lutte contre les inondations** ;
2. des mesures de **gestion** et de **protection des berges des cours d'eau** ;
3. des mesures destinées à **maintenir**, voire à **développer** la **biodiversité** et le **maillage écologique**, par le biais de travaux de plantations ou d'aménagements de mares et étangs ;
4. des aménagements **d'infrastructures à caractère éco-paysager** ;
5. des aménagements de **cheminements « trafic lent »** et tourisme diffus et d'aires de détente ;
6. des mesures de **mise en valeur du patrimoine** ;
7. des zones où la mise en œuvre des **mesures agro-environnementales** devrait être **favorisée** ;
8. des mesures visant à tirer profit de la **mobilité foncière** pour réaliser certains projets environnementaux.

3.2 Actions entreprises en lien avec les recommandations du RIE

Étant donné leur multifonctionnalité, il est ardu de classer les aménagements par catégorie de recommandations ou par composante de l'environnement. Les aménagements sont présentés dans cette section en faisant le lien avec les recommandations auxquelles ils répondent.

Un tableau synthétise les relations entre les actions entreprises et les recommandations du RIE au point 3.3.

Il est important de mettre en évidence ici la ligne de conduite adoptée par le Comité qui intègre les spécificités du territoire au-delà des limites du périmètre dans la réflexion des aménagements.

Nous pouvons ici citer l'exemple des sites Natura 2000. Ainsi, bien qu'aucun site Natura 2000 ne soit présent au sein du périmètre d'aménagement foncier d'Enghien, le Comité a considéré les sites présents au-delà des limites du périmètre de manière à apporter des actions cohérentes à une échelle plus large, en matière de maintien et renforcement du maillage écologique et de la biodiversité.

Aussi, les actions entreprises mobilisent les acteurs du territoire concernés lors de leur élaboration. De cette manière, les actions sont construites de manière concertée et permettent de répondre de manière adéquate aux besoins du territoire. Cette implication des acteurs du territoire dès le début des réflexions assure leur implication dans les projets et la pérennité de ceux-ci au-delà du processus d'aménagement foncier.

3.2.1 Création de zones d'immersion temporaire

En 2013, deux zones d'immersion temporaire (ZIT) ont été réalisées pour **lutter contre les inondations** du village de Marcq situé en aval, en dehors du périmètre d'aménagement foncier. La ZIT la Marcq a une capacité de stockage de 15.000m³ et la ZIT Lintensbecq permet de stocker 31.000m³ d'eau.

Outre leur fonction hydraulique, ces ouvrages ont été conçus de manière à **favoriser la biodiversité**. Les berges ont été profilées en pente douce, de manière à constituer un biotope propice aux espèces aquatiques. Aussi, 2000 plants d'espèces aquatiques et 327 plants ligneux ont été plantés. Une **mare permanente** de 20 ares a été creusée et un observatoire a été construit. Enfin, des zones récréatives et des panneaux informatifs sur ces aménagements ont été installés. Le suivi biologique de ces aménagements est assuré par le SPW-DEMNA et il a d'ores et déjà permis de relever la présence d'espèces avicoles des zones humides comme l'avocette élégante.

De cette manière, l'aménagement répond à la recommandation du RIE en matière de **maintien et de développement de la biodiversité et du maillage écologique**.

De plus, ces zones d'immersion temporaire constituent des **éléments structurants du paysage**, par la surface d'eau stagnante, les talus et plantations qu'elles possèdent, et présentent ainsi un **caractère éco-paysager**.

Enfin, cet aménagement a été possible grâce à la **mobilité foncière** que permet l'aménagement foncier. En effet, la création des zones d'immersion a permis d'attribuer en propriété une superficie de 2ha 59a 22ca, à partir d'une emprise originelle de 15a 73ca, pour la protection du village de Marcq contre les inondations et coulées de boue. Cette superficie sera versée dans la propriété de la commune d'Enghien.

3.2.2 Projet de travaux « Vallée de la Marcq : aménagement écologique de la réserve naturelle & renforcement de la mobilité douce »

Ce projet de travaux comprendra notamment les interventions suivantes :

- aménagement écologique de la réserve naturelle de Terneppe, avec le rétablissement de la mare ;

- création de méandres sur la Marcq et création de deux mares de 19 ares chacune (Les Pas du géant), dans le cadre de l'augmentation de la surface de la réserve naturelle de Terneppe ;
- construction d'un observatoire de la faune et de la flore près des deux nouvelles mares ;
- création d'une mare de 5,4 a dans la ZIT de Candries ;
- réalisation de plantations réparties sur tout le périmètre ;
- aménagement de \pm 3,5 km de sentiers étroits, avec un empièchement de 1,2 m de largeur ;
- création/renouvellement de chemins carrossables en empièchement et remise en culture ;
- création de deux zones de croisement à la rue du Decq ;
- interventions diverses pour rétablissement d'exutoires des eaux de ruissellement.

Ces mesures sont détaillées ci-après, ainsi que les recommandations du RIE auxquels ils répondent.

3.2.2.1 Agrandissement et aménagement de la réserve de Terneppe

La **mobilité foncière** possible par l'aménagement foncier a permis d'augmenter la superficie de la réserve naturelle de Terneppe, en attribuant au DNF les parcelles contiguës à celles-ci. D'une superficie initiale de 10,09 ha, elle totalise désormais 15,79 ha. Des travaux de restauration de la mare existante sont prévus afin de favoriser les amphibiens et les reptiles.

Cette mise en réserve permet de rejoindre la recommandation relative au **maintien et au développement de la biodiversité mais aussi de tirer profit de la mobilité foncière**.

Un itinéraire de **mobilité douce**, débutant à hauteur de la réserve de Terneppe et longeant le cours d'eau non classé est prévu sur 1 km environ. La délimitation du domaine public sera notamment constituée par l'implantation de perches à rapaces. La partie longeant la réserve sera clôturée.

3.2.2.2 Méandrage de la Marcq

Les parcelles situées le long de la Marcq sont passées en domaine public cadastré grâce à la **mobilité foncière**, ce qui permet de mettre à disposition la superficie nécessaire pour la création des méandres de la rivière et pour préserver les prairies humides attenantes.

Un projet de méandrage du cours d'eau à cet endroit est prévu, en collaboration avec la Province de Hainaut (via Hainaut Ingénierie technique HIT), le DNF et le DEMNA afin de diversifier les milieux aquatiques.

Cet aménagement permet de rejoindre les recommandations relatives au **maintien et au développement de la biodiversité et aux mesures de gestion et de protection des berges des cours d'eau**.

3.2.2.3 *Création de mares et observatoire*

Plusieurs mares seront créées en partenariat avec le DEMNA et le DNF. Ces mares permettent de rejoindre la recommandation pour **renforcer le maillage écologique** de la zone.

Il s'agit :

- Des Pas du géant, complété par un observatoire nature présentant un **caractère éco-paysager** ;
- De la mare permanente au sein de la ZIT de Candries ;
- Des mares propices au triton crêté, en partenariat avec le Contrat de Rivière Dendre, dans le cadre du projet Life BNIP.

3.2.2.4 *Renforcement de la mobilité, dont la mobilité douce*

A travers le plan d'aménagement foncier, le Comité a veillé à adopter des mesures de nature à améliorer la **mobilité douce** et à favoriser le partage et l'usage de l'espace rural entre tous les utilisateurs. Ainsi, 3,6 km de chemins étroits empierrés seront créés. La localisation de ces tronçons a été réfléchi en fonction des chemins existants, afin de créer des boucles de promenade dans le périmètre d'aménagement foncier. Ces chemins viennent ainsi compléter l'itinéraire de 5 km au sein de la réserve de Terneppe et le parcours de 10 km le long du Lintensbecq.

En constituant une barrière physique, ces chemins permettent de **protéger les cours d'eau** au long desquels ils sont implantés mais aussi de **protéger les parcelles contre le ruissellement**, grâce notamment à leur revêtement perméable empierré. Ces chemins constituent une opportunité pour améliorer le cordon rivulaire. Ils représentent une superficie totale de 1ha, ce qui correspond à environ 5 km. Une convention de gestion est établie entre le SPW et la Commune pour la gestion et l'entretien.

Des chemins de remembrement existants ont été rénovés et des chemins carrossables empierrés ont été créés. Un revêtement perméable a été choisi, de manière à favoriser l'infiltration et éviter les problèmes de **ruissellement et d'inondations**. D'autres, ayant perdu leur utilité, ont été remis en culture. De plus, deux zones de croisement ont été créées à la rue du Decq.

3.2.2.5 *Plantations*

De manière générale, chaque aménagement au sein du périmètre d'aménagement foncier s'accompagne de plantations d'espèces de ligneux indigènes. Ces plantations **structurent le paysage** et permettent le **développement du maillage écologique et de la biodiversité**.

De plus, la réserve verger du DNF, située au lieu-dit "Culot-du-Bois" a été maintenue et une servitude a été établie par le plan d'aménagement foncier pour désenclaver cette parcelle.

Au total, 75 hautes-tiges, 60 baliveaux et 2505 plants forestiers seront mis en place, en alignement ou de manière isolée, ce qui représente plus de 7 km de linéaire.

3.2.2.6 Rétablissement d'exutoires

Pour résoudre un problème d'accumulation d'eau en voirie causée par un exutoire défaillant ou par l'absence d'exutoire et éviter la dégradation de la voirie, un fossé de 70 m sera créé et un tuyau de 155 m sera posé le long de la rue de Lekernay de manière à rediriger les eaux vers le bosquet en contre-bas.

Un renouvellement de canalisation sur environ 300 m sera mis en œuvre pour remédier à l'accumulation d'eau au niveau de la rue Kwade. Un aménagement similaire sera établi au niveau de la rue Haie Allard, sur une longueur de 300m.

Les travaux concernent aussi le remplacement d'une traversée d'égouttage existante endommagée en voirie au niveau de la rue des Tripes, pour rétablir le cheminement des eaux.

Ces aménagements permettent de rencontrer les **mesures de prévention et de lutte contre l'érosion et les inondations** recommandées par le RIE.

3.2.3 Mesures de sensibilisation des acteurs du territoire : DAys FOR Nature

Les Days FOR Nature sont des actions de sensibilisation et d'encouragement des propriétaires privés à mettre en place des mesures de renforcement du maillage écologique. Elles sont développées par la Direction de l'Aménagement foncier rural [DAFoR] du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Ces actions seront mises en œuvre sur les domaines privés dans les périmètres d'aménagement foncier et se traduiront notamment par des journées de distribution de plants ligneux indigènes. A l'avenir, elles pourraient par exemple prendre la forme de créations de mares en milieu agricole.

Cette action est labellisée "4000 km de haies / 1 million d'arbres et s'intégrera dans les activités de la semaine de l'arbre.

Ces actions seront financées par la Région wallonne à concurrence de 80% et devraient bénéficier, en Province de Hainaut, d'un cofinancement provincial complémentaire portant l'intervention publique à 100%.

Il est important de souligner ici que le suivi de certaines recommandations émises dans le RIE n'est pas, *in fine*, de la responsabilité du Comité d'aménagement foncier. Certes, celui-ci a pour mission de promouvoir et d'inciter les acteurs du territoire à respecter les législations en vigueur (respect de l'interdiction de l'accès du bétail au cours d'eau ou des conditions d'épandage par exemple) et de favoriser la mise en œuvre des mesures agro-environnementales, mais le succès de ces mesures est fonction du bon vouloir des acteurs du territoire. Le Comité d'aménagement foncier sensibilise les acteurs notamment lors des permanences des enquêtes publiques.

3.3 Synthèse des actions entreprises

Le tableau suivant témoigne de la prise en compte des recommandations du RIE dans les actions entreprises et mets en évidence le caractère multifonctionnel de la majorité des actions menées.

| | | Recommandations du RIE | | | | | | | |
|---------|---|--|--|---|---|--|---------------------------------|---|----------------------|
| | | 1. Prévention et lutte contre l'érosion et les inondations | 2. Gestion et protection des berges des cours d'eau, création de mares | 3. Maintien et développement de la biodiversité et du maillage écologique | 4. Aménagement d'infrastructures à caractère éco-paysager | 5. Aménagement de cheminements "trafic lent" | 6. Mise en valeur du patrimoine | 7. Mise en œuvre des mesures agro-environnementales | 8. Mobilité foncière |
| ACTIONS | Création de zones d'immersion temporaire | | | | | | | | |
| | Agrandissement et aménagement de la réserve de Terneppe | | | | | | | | |
| | Reméandrage de la Marcq | | | | | | | | |
| | Création de mares et observatoire | | | | | | | | |
| | Renforcement de la mobilité, dont la mobilité douce | | | | | | | | |
| | Plantations | | | | | | | | |
| | Rétablissement d'exutoires | | | | | | | | |
| | Days for nature | | | | | | | | |

Tableau 3 : Réponses des actions menées aux recommandations du RIE

4 Réponses aux avis institutionnels

Le tableau suivant présente les avis des autorités consultées.

| Autorité consultée | Base légale | Délai de réponse | Date de dépôt | Date de réponse | Nature de l'avis |
|--------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------|-----------------|------------------|
| Commune d'Enghien | Code de l'Environnement - Art. D.57§3 | 60 jours calendrier | 10/10/2019 | 06/12/2019 | Avis favorable |
| Commune de Silly | Code de l'Environnement - Art. D.57§3 | 60 jours calendrier | 10/10/2019 | | Avis non remis |
| Pôle Environnement | Code de l'Environnement - Art. D.57§3 | 60 jours calendrier | 10/10/2019 | | Avis non remis |

Tableau 4 : Avis des autorités consultées

Etant donné la nature des avis, le Comité d'aménagement foncier n'a pas de réponse à y apporter.

5 Réclamations et observations exprimées lors de l'enquête publique et intégration dans le plan d'aménagement foncier

L'enquête publique, d'une durée de 45 jours, a débuté le 21 octobre 2019 et s'est clôturée le 4 décembre 2019.

Au cours de cette enquête publique, 135 réclamations / observations ont été émises par les intéressés, dont :

- 20 suppressions de soultes ;
- 26 régularisations administratives (vente, remise d'exploitations) ;
- 94 modifications administratives (noms, adresses, ...).

Il est à noter qu'une réclamation peut aborder plusieurs objets. Ceci explique que le nombre total ne correspond pas à la somme des différentes catégories d'objets.

Parmi ces réclamations, le Comité d'aménagement foncier (CAF) en a identifié 4 en lien avec l'environnement. Celles-ci sont présentées ci-dessous, ainsi que les décisions du CAF s'y rapportant, en matière de travaux.

Réclamation n°33 :

« Les intéressés souhaitent qu'une solution soit trouvée face aux soucis d'écoulement d'eau dans les lots 10110, 10109 et 10124. Evaluer la possibilité de mettre des drains ou des buses de canalisation. »

Le CAF est favorable à la prise en considération de cette réclamation.

Des travaux seront entrepris pour augmenter la capacité d'évacuation des eaux de ruissellement de la voirie en augmentant la section des canalisations à 200mm.

Réclamations 68 et 82 :

« Les intéressés demandent de créer un fossé ou placer un drain entre les lots 70126 et 70125. »

Le CAF est favorable à la prise en considération de cette réclamation.

Le renouvellement de la canalisation effondrée est prévu dans les travaux de la rue Kwade comme le détaille le point 3.2.2.6 Rétablissement d'exutoire.

Réclamation n°90 :

« Les intéressés demandent que le propriétaire sortant prenne une partie de la plantation d'une nouvelle haie en charge ou de laisser l'ancien propriétaire tout le long du fossé. »

Le CAF est favorable à la prise en considération de cette réclamation.

Le parcellaire a été adapté pour maintenir la haie.

6 Principales mesures de suivi des incidences

6.1 Rapport triennal du Comité d'Aménagement Foncier

Conformément à l'article D.271/1, le CAF, assisté par la DAFOR, établira un rapport d'avancement du projet relatif aux aspects techniques, budgétaires et de communication.

Conformément à l'article 15 de l'AGW du 15 mai 2014, ce rapport comprendra :

« 1° une liste des réunions tenues, avec indication de l'ordre du jour, résumé des décisions prises lors de chaque réunion et indication de celles qui ont fait l'objet d'un avis de la commission consultative

2° un résumé des étapes réalisées et un planning des étapes à réaliser suivant l'annexe 3

3° un état des lieux des travaux réalisés et un planning des travaux à réaliser

4° un tableau de suivi budgétaire des dépenses et des recettes »

Le rapport d'activités du Comité sera transmis au Gouvernement tous les trois ans dès l'entrée en vigueur de l'AGW du 15 mai 2014.

6.2 Convention de gestion et d'entretien des aménagements subsidiés

Une convention de gestion et d'entretien des aménagements subsidiés est établie entre les partenaires des projets : Commune d'Enghien, Comité de remembrement Enghien, SPW – Direction de l'Aménagement foncier rural et Province de Hainaut.

Cette convention précise les autorités chargées de l'entretien et de la gestion des aménagements ainsi que les modalités, conformément au plan de gestion établi. Elle établit également les obligations de chacune des parties en matière de diffusion des informations et données recueillies et de communication.

La convention prend cours à la date de signature pour une durée indéterminée.

6.3 Suivi biologique des aménagements

Les aménagements favorables à la biodiversité font l'objet d'un suivi biologique régulier par le SPW-DEMNA.

Les données relevées sont diffusées aux partenaires impliqués dans l'aménagement.

7 Conclusions

La présente déclaration environnementale accompagne l'approbation du plan d'aménagement foncier d'Enghien sur les communes d'Enghien et Silly.

Elle résume la manière dont le plan d'aménagement foncier a intégré :

- les considérations environnementales
- les recommandations émises dans le rapport sur les incidences environnementales
- les observations et avis émis par les instances et le public consultés

Impliquant les pouvoirs locaux et les riverains et les administrations provinciale et régionales en charge du territoire, ce plan a été coconstruit avec les acteurs du périmètre de manière à répondre aux enjeux de la zone par des mesures et des aménagements remplissant plusieurs fonctions. Ceux-ci ont été détaillés dans la présente déclaration environnementale.

8 Liste des tableaux et figures

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Chiffres-clés de l'Aménagement foncier d'Enghien..... | 5 |
| Tableau 2 : Modalités d'organisation de l'enquête publique | 10 |
| Tableau 3 : Réponses des actions menées aux recommandations du RIE | 16 |
| Tableau 4 : Avis des autorités consultées | 17 |
| Figure 1 : Localisation du périmètre d'Aménagement foncier d'Enghien | 4 |
| Figure 2 : Historique de la constitution du bloc AFR " Enghien" | 6 |

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/21506]

Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. — Landinrichtingscomité "Edingen" (ingesteld bij ministerieel besluit van 17 december 2015 krachtens artikel D.269 van het Landbouwwetboek)

Uittreksel uit de notulen nr. 7

Datum: 3 mei 2021

Type : TEAMS-vergadering

Agenda:

- 1 Goedkeuring van de notulen van de vorige vergadering ;
- 2° Presentatie van de milieuverklaring;
- 3 Presentatie van de definitieve stukken voor indiening;
- 4 Analyse van de voorgestelde intrekking van de opleg ;
- 5 Uitstel van zakelijke rechten;
- 6 Diversen.
- ...2 Presentatie van de milieuverklaring
- 1 Begripsomschrijving
- 2 Samenvatting van de aanbevelingen van het MER
- 3 Opmerkingen en standpunten van de geraadpleegde instanties en het publiek
- 4 Reacties op de aanbevelingen van het MER en aan de adviezen en bezwaarschriften
- 5 Conclusie
- 6 Goedkeuring

Het Comité keurt met eenparigheid van stemmen de milieuverklaring van het landinrichtingsplan Edingen goed.

Het draagt de administratie op deze beslissing betreffende de milieuverklaring bekend te maken overeenkomstig artikel D.29-21. van Boek I van het Milieuwetboek.

3 Presentatie van de definitieve stukken voor indiening

Op basis van het algemene landinrichtingsplan en de individuele plannen heeft de heer Halloy een gedetailleerde uiteenzetting gegeven van de landinrichting die zal worden uitgevoerd voor elk van de partijen die betrokken zijn bij de verrichtingen in Edingen.

Het landinrichtingscomité dankt de heer Halloy en feliciteert hem voor de kwaliteit van de uitgevoerde werkzaamheden.

Na kennis te hebben genomen van en in overeenstemming met het advies van de Adviescommissie, uitgebracht tijdens haar vergadering van 21 april 2021, keurt het Comité, overeenkomstig artikel D.295, lid 4, van het Waalse Landbouwwetboek, de plannen en tabellen bedoeld in de artikelen D.281, D.286 en D.294, 1°, 2°, 3° en 4°, van het Waalse Landbouwwetboek goed en keurt deze goed in de vorm van individuele administratieve beslissingen voor elke belanghebbende partij.

Het draagt de administratie op deze beslissing betreffende het landinrichtingsplan bekend te maken overeenkomstig artikel D.29-21. van Boek I van het Milieuwetboek.

Voor eensluidend afschrift

De Secretaris,
A. LAMON

De Voorzitter,
R. CHEVALIER

SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Direction de l'Aménagement Foncier Rural (Directie Landinrichting van de landeigendommen)

Service extérieur de Mons (Buitendienst van Bergen)

Boulevard Winston Churchill 28, 7000 Mons

tel : 065-40.01.10

| | |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">Landinrichting Milieuwetboek</p> | <p style="text-align: center;">AF 8054 Enghien DE</p> |
| <p style="text-align: center;">EDINGEN Provincie Henegouwen Gemeenten Edingen en Opzullik</p> | |
| <p style="text-align: center;">ONTWERP-LANDINRICHTINGSPLAN</p> <p style="text-align: center;">Opgemaakt door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu Departement Ontwikkeling, Plattelandsaangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn DIRECTIE PLATTELANDSINRICHTING Buitendienst Bergen</p> <p style="text-align: center;">Gezien voor akkoord op 20.04.2021 door de directeur, M. THIRION</p> | |
| <p style="text-align: center;">MILIEUVERKLARING</p> | |
| <p style="text-align: center;">Vastgesteld door het Comité (D.286 en D.295), op 03.05.2021</p> <p style="text-align: center;">Voor het Comité,</p> | |
| <p style="text-align: center;">De Secretaris, A. LAMON</p> <p style="text-align: center;">De Voorzitter, R. CHEVALIER</p> | |
| | <p>Landinrichtingscomité EDINGEN Secretariaat : Boulevard Winston Churchill, 28 – B-7000 BERGEN E-Mail : mons.dafor.dgarne@spw.wallonie.be</p> |

Inhoudsopgave

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | PRESENTATIE VAN HET LANDINRICHTINGSPLAN | 3 |
| 1.1 | BEGRIPOMSCHRIJVINGEN LANDINRICHTING EN LANDINRICHTINGSPLAN | 3 |
| 1.2 | DOELSTELLINGEN VAN DE MILIEUVERKLARING | 4 |
| 1.3 | BETROKKEN ZONE..... | 4 |
| 2 | 2 KADER VAN DE RAADPLEGING INZAKE LANDINRICHTING | 7 |
| 2.1 | ADVIEZEN VAN DE INSTELLINGEN | 7 |
| 2.2 | OPENBAAR ONDERZOEK | 7 |
| 3 | ANTWOORDEN OP DE AANBEVELINGEN VAN HET MILIEUEFFECTENRAPPORT (MER) | 10 |
| 3.1 | SAMENVATTING VAN DE AANBEVELINGEN VAN HET MER..... | 10 |
| 3.2 | ACTIES ONDERNOMEN IN VERBAND MET DE AANBEVELINGEN VAN HET MER | 10 |
| 3.3 | SAMENVATTING VAN DE ONDERNOMEN ACTIES | 16 |
| 4 | ANTWOORDEN OP DE ADVIEZEN VAN DE INSTELLINGEN | 17 |
| 5 | RECLAMATIONS ET OBSERVATIONS EXPRIMEES LORS DE L'ENQUETE PUBLIQUE MILIEUVERKLARING EN OPNAME IN HET LANDINRICHTINGSPLAN | 18 |
| 6 | HOOFDZAKELIJKE MAATREGELEN TER OPVOLGING VAN DE EFFECTEN | 19 |
| 6.1 | DRIEJAARLIJKS VERSLAG VAN HET LANDINRICHTINGSCOMITE | 19 |
| 6.2 | OVEREENKOMST VOOR HET BEHEER EN HET ONDERHOUD VAN DE GESUBSIDIEERDE INRICHTINGEN | 19 |
| 6.3 | BIOLOGISCHE OPVOLGING VAN DE INRICHTINGEN | 19 |
| 7 | 7 CONCLUSIES | 21 |
| 8 | LIJST DER TABELLEN EN FIGUREN | 22 |

1 Presentatie van het landinrichtingsplan Edingen

1.1 Begripsomschrijvingen landinrichting en landinrichtingsplan

Landinrichting is een wettelijke procedure. Zij berust op het algemeen belang, waarbij het algemeen belang ernaar streeft de landbouwruimte duurzaam in te richten. Dit gebeurt door het herorganiseren van het landbouwperceelsplan, bepaalde inrichtingen (landschapselementen, wegennet, waterwerken) en actie inzake landinrichting (recht van voorkoop).

In dit verband streeft landinrichting naar:

- 1° het samenstellen van reguliere percelen die zo dicht mogelijk bij de bedrijfszetel liggen, en met onafhankelijke toegangen;
- 2° het voorzien in een efficiëntere uitbating van landgoederen en in een sterker multifunctioneel karakter;
- 3° het vrijwaren en verbeteren van de landschapswaarde en het leefkader, evenals van de dienstverlening van de betrokken goederen op leefmilieuvlak;
- 4° de instandhouding en ontwikkeling van de biodiversiteit.

Het **landinrichtingsplan** is het eindstation voor verrichtingen inzake landinrichting. In dat plan wordt nader ingegaan op de nieuwe configuratie van het perceelsplan (in eigendom en in uitbating). Het wordt opgemaakt door het landinrichtingscomité, dat opgericht wordt om de verrichting in goede banen te leiden, waarin de nieuwe percelen toegekend worden voor de houders van zakelijke rechten en voor de gebruikers, zoals bepaald in artikel D.286 van het Waals Landbouwwetboek.

Zoals bepaald in artikel D.286/1 van het Waals Landbouwwetboek, laat het Comité het openbaar wegendomein, het openbaar domein van de afwateringen en van de daarbij behorende kunstwerken in het landinrichtingsplan vermelden. In het plan worden, overeenkomstig artikel D.287 van het Waals Landbouwwetboek, de erfdienstbaarheden die het comité in stand houdt en de erfdienstbaarheden die het vestigt, vermeld.

De toewijzing van de percelen gebeurt overeenkomstig de bepalingen van artikel D.288 van het Waals Landbouwwetboek, wat betreft de houders van zakelijke rechten, en overeenkomstig de bepalingen van artikel D.289, wat de perceelgebruikers betreft.

De andere tabellen en de tabellen die bij het landinrichtingsplan gevoegd worden, worden door het Comité opgemaakt volgens de bepalingen verwoord in de artikelen D.281 en D.294 van het Waals Landbouwwetboek.

1.2 Doelstellingen van de milieuverklaring

Boek I van het Milieuwetboek omschrijft in artikel D.6, 6°, ervan de milieuverklaring als volgt:

« het gedeelte van de beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma of het bij deze beslissing gevoegde document dat de wijze samenvat waarop de milieuoverwegingen in het plan of programma zijn opgenomen en waarop het rapport over de milieubeoordelingen, de waarnemingen en adviezen uitgebracht door de instanties en het publiek na raadpleging ervan in overweging zijn genomen, alsook de redenen van de keuze van het plan of programma zoals aangenomen, rekening houdend met de overige redelijke oplossingen die overwogen werden. »

1.3 Betrokken zone

Op administratief vlak bevindt zich de, in onderstaande figuur in het rood ingekleurde, landinrichtingsomtrek “Edingen” in de provincie Henegouwen.



Beeld 1: Plaatsbepaling van de landinrichtingsomtrek Edingen

Dat blok is een gedeeltelijke overlapping van de gemeenten Opzullik en Edingen. De grenzen ervan bakenen een globale oppervlakte af van 1793 hectare, openbaar domein inbegrepen. De betrokken kadastrale percelen bijeengeteld bedekken een areaal van 1689 hectare.

In onderstaande tabel is een overzicht opgenomen van de belangrijkste cijfers van deze landinrichting.

| Kenmerken | Waarde |
|--------------------------------------|---------------------------|
| Areaal gemeente Edingen | 1160 ha |
| Areaal gemeente Opzullik | 529 ha |
| Totale kadastrale opp. | 1689 ha |
| Minimale kadastrale opp. | 2 ca (ou m ²) |
| Maximale kadastrale opp. | 13 ha |
| Aantal kadastrale percelen | 2153 |
| Aantal betrokkenen (eig/uitb) | 957 |
| Aantal eigenaren | 726 |
| Aantal onverdeeldheden | 473 |
| Aantal landbouwbedrijven | 231 |
| Aantal perceelsgebruikers | 309 |

Tableau 1 : Chiffres-clés de l'Aménagement foncier d'Enghien

1.3.1 Historiek

De landinrichtingsomtrek Edingen is het resultaat van de fusie van twee herverkavelingsprojecten (die aangevat werden op grond van voormalige, sedertdien opgeheven wetten) en die vanaf het begin heropgestart werden op basis van het Waals Landbouwwetboek:

1° Opzullik-Edingen/TGV 6

In de jaren '90 besliste de gewestelijke overheid, na de grote infrastructuurwerken voor de hogesnelheidslijn, om de percelen van de landbouwbedrijven die onmiddellijk getroffen werden door het aanleggen van deze lijn, te herverkavelen. Er werden zodus zeven gebiedsblokken gevormd, waaronder het blok "Opzullik-Edingen", dat het voorwerp was van een ruilverkaveling in gebruiksruil volgens de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken. De gebruiksruilakte werd eind 1995 ondertekend.

2° Labliau

In 1999 werd een herverkaveling, die het gehele grondgebied van de voormalige gemeente Mark-Abele dekt, nuttig verklaard volgens de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Op voorstel van de gemeente Edingen werd het blok "Opzullik-Edingen" in de herverkaveling opgenomen na het einde van de gebruiksruilfase.

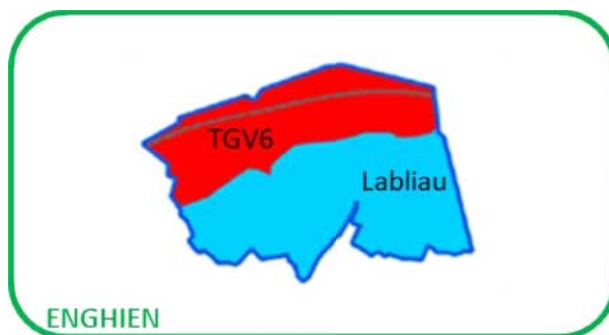


Figure 1 : Historique de la constitution du bloc AFR " Engghien "

Hervatting vanaf nul

Als gevolg van de inwerkingtreding van het Waals Landbouwwetboek, werd het comité aangevuld en, op 11 mei 2015, werd dan beslist de herverkavelingsverrichtingen vanaf nul te hervatten onder de vorm van een landinrichting. Deze beslissing werd gevolgd door de beslissing van de Waalse Regering van 17 december 2015 om tot de landinrichting over te gaan.

1.3.2 Hoofdkenmerken van de landinrichtingsomtrek

Als hoofdbestemming op het gewestplan, binnen in dit blok, gaat het om landbouwgebied. Daarna komt het reserveringsgebied, gevormd door de hogesnelheidslijn. Het gebied omvat ook enkele bosgebieden en woongebieden met een landelijk karakter.

De omtrek ligt in de Leemstreek. Het wordt gekenmerkt door een zacht hellend reliëf dat zijn oorsprong vindt in een dicht net van waterwegen.

1.3.3 Cartografie van de omtrek

De afbakening van de omtrek waarop de landinrichting Edingen betrekking heeft wordt vermeld onder bijlage 1, met als opschrift: "Landinrichtingsomtrek Edingen".

2 2 Kader van de raadpleging inzake landinrichting

De raadpleging met betrekking tot landinrichting werd gevormd:

- door een reeks adviezen, die van instellingen afkomstig zijn
- door een openbaar onderzoek.

De wettelijke grondslagen en de praktische regels voor deze beide punten komen hierna aan bod.

2.1 Adviezen van de instellingen

Zoals bepaald bij Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.57, § 3, ervan, worden het plan- of programmaontwerp en het milieueffectrapport worden, zodra ze door de opsteller van het plan of programma aangenomen worden, voor advies voorgelegd aan de beleidsgroep Leefmilieu, de betrokken gemeenten en de andere personen en instanties waarvan de Regering het advies nuttig acht. De adviezen worden binnen zestig dagen na het verzoek aan de opsteller van het plan of programma overgemaakt. Bij gebreke daarvan worden de adviezen geacht gunstig te zijn. Er wordt nader op de procedure ingegaan in de artikelen D.59 en D.60 van Boek I van het Milieuwetboek.

De Waalse Regering besliste op haar zitting van 21 april 2016 dat er geen aanleiding daartoe bestond, bijkomende personen of instanties te raadplegen bij het indienen van het ontwerp-plan en milieueffectenrapport.

2.2 Openbaar onderzoek

2.2.1 Wettelijk kader van het openbaar onderzoek

In artikel D.295 van het Waals Landbouwwetboek wordt bepaald:

“De plannen en lijsten vermeld in de artikelen D.281, D.286 en D.294, lid 1, 1°, 2°, 3° en 4°, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de modaliteiten bepaald in titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.”

Artikel D.57, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek bepaalt eveneens dat ieder plan- of programma dat onderworpen wordt aan het beoordelingssysteem terzake van milieueffecten, in het kader van de publieke inspraak in leefmilieuzaken, aan een openbaar onderzoek wordt onderworpen, en verwijst naar dezelfde bepalingen voor de werkingswijze van dit onderzoek (duur, organisatie, bekendmaking voor/na...).

Dit geldt voor het landinrichtingsplan, dat aan dit beoordelingssysteem van milieueffecten wordt onderworpen krachtens artikel D.53, § 1, en bijlage V (punt 1) bij Boek I van het Milieuwetboek.

De Waalse Regering heeft op haar zitting van 21 april 2016 beslist dat de gemeenten die betrokken zouden kunnen zijn bij de landinrichtingsverrichtingen en op wier grondgebied een openbaar onderzoek uitgevoerd zal dienen te worden (krachtens artikel D.29-4 van het Milieuwetboek) de gemeenten Edingen en Opzullik zijn. Zij heeft eveneens geacht dat de landinrichting geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van een ander gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of een andere staat die verdragsluitende partij is bij de Overeenkomst inzake milieu-impacteducatie (krachtens artikel D.29-11 van hetzelfde Wetboek).

De Waalse Regering heeft, op haar zitting van 22 september 2016, de inhoud van het milieueffectenverslag bepaald, namelijk de tien elementen opgesomd in artikel D.56, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek en de punten opgenomen in het advies van de Waalse Raad van Leefmilieu voor duurzame ontwikkeling (de “Beleidsgroep Leefmilieu” geworden).

2.2.2 Nadere regels voor het houden van het openbaar onderzoek

De praktische regels voor het doorvoeren van het openbaar onderzoek gehouden te Edingen zoals bepaald bij Boek I van het Milieuwetboek worden in onderstaande tabel omschreven.

| Stap/voorwaarde | Artikel van het Milieuwetboek | Detail | Openbaar onderzoek betreffende het landinrichtingsplan van Edingen |
|--|-------------------------------|---|---|
| Duur van het openbaar onderzoek | D.29-13 | 45 kalenderdagen (plan van categorie A.2 in de zin van artikel D.29-1) | van 21/10 tot 04/12/2019 |
| Wettelijke bekendmaking in de regionale pers | D.29-8 D.29-9 | Een bericht op de bladzijden voor plaatselijk nieuws van twee dagbladen met een ruime verspreiding in het Waalse Gewest, waarvan minstens één verspreid wordt op het grondgebied van elke gemeente waarin het openbaar onderzoek wordt georganiseerd ; De berichten [...] worden bekendgemaakt of verspreid binnen acht dagen voor het begin van het onderzoek | Bericht gepubliceerd in "La Nouvelle Gazette du Centre" (editie 14/10/2019) Bericht gepubliceerd in "La Province" (editie van 14/10/2019) Bericht gepubliceerd in "la Libre Belgique Hainaut" (editie van 14/10/2019) |
| Wettelijke bekendmaking in lokale media | D.29-8 D.29-9 | Een bericht in een gemeentelijk informatieblad of in een reclamekrant die gratis aan de bevolking van de gemeenten wordt uitgedeeld waarover de herziening van het project, het plan of programma zich uitstrekt, indien een dergelijk blad of krant bestaat. | Bericht gepubliceerd in Proximag Aat-Lessen-Edingen (editie van 14/10/2019) |

| Stap/voorwaarde | Artikel van het Milieuwetboek | Detail | Openbaar onderzoek betreffende het landinrichtingsplan van Edingen |
|--|-------------------------------|---|--|
| | | De berichten [...] worden bekendgemaakt of verspreid binnen acht dagen voor het begin van het onderzoek. | |
| Wettelijke bekendmaking op het internet | D.29-8 D.29-9 | Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de internetsite van de betrokken gemeenten of via een ander gemakkelijk toegankelijk elektronisch toegangspunt. De berichten [...] worden bekendgemaakt of verspreid binnen acht dagen voor het begin van het onderzoek. | Bericht gepubliceerd op de website van de gemeenten Edingen en Opzullik. |
| Bijkomende wettelijke bekendmaking | D.29-12 | De instantie die bevoegd is om het plan of programma aan te nemen en de vergunningen voor de projecten te verlenen, alsook het gemeentelijk college van de gemeenten dat het openbaar onderzoek organiseert, kunnen gebruik maken van elke bijkomende vorm van bekendmaking en raadpleging binnen de voorgeschreven beslissingstermijnen. | / |
| Aanplakking van het bericht van het openbaar onderzoek | D.29-7 en R.41-6 | Het bericht van openbaar onderzoek wordt uiterlijk vijf dagen voor het begin van het openbaar onderzoek en tijdens de duur ervan aangeplakt. | De aanplakking is door de gemeenten Edingen en Opzullik uitgevoerd. |

Tableau 2 : Modalités d'organisation de l'enquête publique

Terzake van voorafgaandelijke bekendmaking werden de eigenaars en perceelsgebruikers, betrokken bij de landinrichting, overeenkomstig artikel D.295 van het Waals Landbouwwetboek ingelicht over het houden van het openbaar onderzoek, en dit onder versturen van een aangetekend schrijven.

3 Antwoorden op de aanbevelingen van het milieueffectenrapport (MER)

3.1 Samenvatting van de aanbevelingen van het MER

De uitwerking van het MER is in handen van het Waals niveau, via de artikelen betreffende het deel “**Systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de plannen en programma's**” van het Milieuwetboek, en meer in het bijzonder de artikelen D.52 tot D.61.

Het MER, opgesteld door I-MAGE, heeft enerzijds algemene aanbevelingen gemaakt en anderzijds maatregelen voorgesteld, per domein of onderdeel van het leefmilieu. Deze maatregelen worden nader uitgewerkt in het MER en kunnen op volgende wijze worden samengevat:

1. maatregelen ter **voorkoming van de erosie** en, in voorkomend geval, ter **bestrijding van overstromingen**;
2. maatregelen voor het **beheer** en de **bescherming van oevers van waterlopen**;
3. maatregelen voor de **instandhouding** en zelfs de **ontwikkeling** van de **biodiversiteit** en de **ecologische vermazing** via werken bevattende aanplantingen en de aanleg van poelen en vijvers;
4. de aanleg van **infrastructuren met een eco-landschappelijk karakter**;
5. de aanleg van **trajecten voor “trage mobiliteit”**, de invoering van belevingstoerisme en de aanleg van ontspanningsplekken;
6. maatregelen voor de **opwaardering van erfgoed**;
7. zones waarin de **uitvoering van agro-landbouwmaatregelen** ondersteund zou moeten worden;
8. maatregelen met het oog op de benutting van **grondmobiliteit** ter uitvoering van sommige leefmilieuprojecten.

3.2 Acties ondernomen in verband met de aanbevelingen van het MER

Gelet op hun multifunctioneel karakter, zijn de verschillende vormen van aanleg maar moeilijk onder te brengen per categorie aanbevelingen of per deelaspect van het leefmilieu. De inrichtingen worden in huidige afdeling uiteengezet en in verband gebracht met de dienovereenkomstige aanbevelingen.

Onder het punt 3.3 wordt een samenvattende tabel opgenomen die de verbanden duidelijk maakt tussen de ondernomen acties en de aanbevelingen van het MER.

Het is belangrijk dat hier de nadruk wordt gelegd op de gedragslijn die het Comité aanhoudt, waarbij de specifieke kenmerken van het gebied aan de overkant van de grenzen van de omtrek ervan bij de reflectie over de inrichtingen worden betrokken.

Hier kunnen wij het voorbeeld van de Natura 2000-locaties aanhalen. Hoewel het een feit is dat er binnen in de landinrichtingsomtrek Edingen geen enkele Natura 2000-locatie gelegen is, is het Comité ervan uitgegaan dat de locaties die buiten die omtrek liggen mee betrokken dienen

te worden zodat op ruimere schaal gezorgd wordt voor meer samenhang in de instandhouding en de versterking van de ecologische vermazing en de biodiversiteit.

Zodoende worden de betrokken gebiedsactoren ingezet bij de ondernomen acties tijdens de uitwerking ervan. Op deze manier komen de opgebouwde acties in overleg tot stand, wat een adequaat antwoord vormt op de behoeften van het gebied. Het feit dat de actoren uit het gebied van bij aanvang van de reflecties bij het project betrokken worden creëert verbondenheid en garandeert het voortbestaan ervan als de landinrichting eenmaal voorbij is.

3.2.1 Aanleg van tijdelijk overstroombare gebieden

In 2013 werden er twee gebieden die tijdelijk overstroomd kunnen worden aangelegd, ter **bestrijding van overstromingen** in het lager gelegen Mark-dorp, buiten de landinrichtingsomtrek. Het tijdelijk overstroombaar gebied Mark heeft een opslagcapaciteit van 15.000m³ en het tijdelijk overstroombaar gebied Lintensbecq kan 31.000m³ water opslaan.

Naast deze hydraulische functie werden die bouwwerken van een **biodiversiteitsbevorderende** functie voorzien. De oevers kregen een profiel met een zachte hellingsgraad, zodat ze als gunstige biotoop kunnen dienen voor aquatische soorten. Er werden dan ook 2000 planten van aquatische soorten 327 houtachtigen aangeplant. Er werd een **permanente poel** van 20 are uitgegraven en er werd een observatorium gebouwd. Ten slotte kwamen er in die ingerichte gebieden recreatiezones en informatieborden. De biologische opvolging van deze inrichtingen werd uitgevoerd door de Waalse Overheidsdienst, meer bepaald het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu, die reeds de aanwezigheid kon waarnemen van vogelsoorten uit vochtige gebieden als de kluut.

Op deze wijze voldoet de inrichting aan de MER-aanbeveling terzake van **instandhouding en ontwikkeling van de biodiversiteit en de ecologische vermazing**.

Bovendien vormen deze tijdelijk overstroombare gebieden **structurerende landschapselementen** dankzij het oppervlakte stilstaand water, de taluds en de aanplantingen ervan, waardoor ze een **ecolandschappelijk karakter** bezitten.

Ten slotte werd deze inrichting mogelijk gemaakt door de **grondmobiliteit**, een mogelijkheid geboden door landinrichting. De aanleg van de overstroombare gebieden heeft de toekenning als eigendom mogelijk gemaakt van een areaal van 2ha 59a 22ca vanaf een oorspronkelijke inneming van 15a 73ca voor de bescherming van Mark-dorp tegen overstromingen en modderstromen. Deze oppervlakte wordt bij de eigendom van de gemeente Edingen gevoegd.

3.2.2 Project voor de werkzaamheden “Markvallei: ecologische inrichting van het natuureservaat & versterking van de zachte mobiliteit”

In dit project voor werkzaamheden worden met name volgende interventies opgenomen:

- ecologische inrichting van het natuurreservaat Terneppe, met het herstel van de poel;
- aanleg van meanders in de Mark en aanleg van twee poelen, elk 19 are groot (“Les Pas du géant”), in het kader van een grotere oppervlakte voor het natuurreservaat Terneppe;
- bouw van een observatorium voor fauna en flora bij de twee nieuwe poelen;
- aanleg van een poel van 5,4 a in het tijdelijk overstroombaar gebied Candries;
- aanplantingen, verspreid over het gehele gebied;
- aanleg van +/- 3,5 km smalle paden, met een 1,2m brede verharding;
- aanleg/hernieuwing van berijdbare wegen met steenslagfundering en wederinvoering van akkerbouw;
- aanleg van twee kruisingszones aan de “rue du Decq”;
- verscheidene interventies voor het herstel van afvoerleidingen voor hemelwater.

Hierna wordt op deze maatregelen nader ingegaan, evenals op de MER-aanbevelingen waaraan zij gevolg geven.

3.2.2.1 Uitbreiding en aanleg van het reservaat Terneppe

De dankzij de landinrichting mogelijk gemaakte **grondmobiliteit** heeft ervoor gezorgd dat de oppervlakte van het natuurreservaat Terneppe uitgebreid werd, waarbij het Departement Natuur en Bossen de aangrenzende percelen toegewezen kreeg. Van een initieel areaal van 10,09 ha ging het naar een areaal van 15,79 ha. Er worden herstelwerkzaamheden voor de bestaande poel voorzien om de amfibieën en reptielen te begunstigen.

Door deze reservering wordt gevolg gegeven aan de aanbeveling betreffende **de instandhouding en de ontwikkeling van de biodiversiteit en de benutting van de grondmobiliteit**.

Er wordt een om en bij de 1 km lang traject voor **zachte mobiliteit** voorzien, dat aanvangt ter hoogte van het reservaat Terneppe en de niet-ingedeelde waterloop volgt. De afbakening van het publiek domein zal met name gevormd worden door de vestiging van steunpalen voor roofvogels. Het deel langs het reservaat wordt omheind.

3.2.2.2 Meandering van de Mark

De percelen langs de Mark gaan over op het publieke domein, gekadastreerd dankzij de **grondmobiliteit**, waardoor het oppervlak nodig voor de aanleg van de riviermeanders en voor de vrijwaring van de aangrenzende vochtige weides ter beschikking kan worden gesteld.

Een project voor de meandering van de waterloop op die plaats is voorzien, in samenwerking met de Provincie Henegouwen (via « Hainaut Ingénierie technique HIT »), het Departement Natuur en Bossen en het Departement Onderzoek van de Natuurlijke en Landbouwmilieus voor een diversificatie van de aquatische milieus.

Deze inrichting biedt een antwoord op de aanbevelingen inzake **de instandhouding en de ontwikkeling van de biodiversiteit en de beheers- en beschermingsmaatregelen voor de oevers van de waterlopen**.

3.2.2.3 Aanleg van poelen en bouw van een observatorium

In samenwerking met voornoemd Departement Onderzoek en Natuur en Bossen werden meerdere poelen aangelegd. Deze poelen maken de aanbeveling voor een **sterkere ecologische vermazing in het gebied** concreet.

Het betreft:

- De poelen “Pas de géant”, aangevuld met een observatorium voor de natuur met **een eco-landschappelijk karakter**;
- De permanente poel in het tijdelijk overstroombaar gebied Candries;
- Poelen voor het aantrekken van de kamsalamander, in samenwerking met het Riviercontract voor de Dender, in het kader van het project “Life BNIP”.

3.2.2.4 Een sterkere mobiliteit, en met name een sterkere zachte mobiliteit

Via het landinrichtingsplan heeft het Comité erop togezien maatregelen aan te nemen die erop gericht zijn de zachte mobiliteit te verbeteren en een betere opdeling en benutting van de plattelandruimte te garanderen tussen alle gebruikers. Daarom worden smalle verharde wegen aangelegd, over 3.6 km. Er werd nagedacht over de plaats waar deze vakken, in functie van de bestaande wegen, aangelegd dienen te worden zodat er wandellussen tot stand komen in de landinrichtingsomtrek. Deze wegen vormen aldus een aanvulling op het 5 km lange traject in het reservaat Ternepe en op het 10 km lange parcours langs de Lintensbecq.

Door een fysieke barrière op te trekken, **beschermen deze wegen de parallelle waterlopen**, maar eveneens **de percelen tegen hemelwater** dankzij een doorlaatbare wegverharding. Deze wegen zijn een kans voor de totstandkoming van een beter oeverlint. Samengeteld zijn ze 1 ha groot, wat ongeveer overeenstemt met 5 km. Voor het beheer en onderhoud ervan werd er een beheersovereenkomst opgesteld tussen de Waalse Overheidsdienst en de gemeente.

Bestaande herverkavelingswegen werden gerenoveerd en berijdbare verharde wegen werden aangelegd. Er werd gekozen voor een waterdoorlatende verharding, zodat het water kan insijpelen en problemen met **hemelwater en overstromingen** voorkomend worden. Ander wegen die dan weer hun nut verloren werden teruggegeven aan de akkerbouw. Bovendien werden er in de “rue du Decq” twee kruisingsgebieden aangelegd.

3.2.2.5 Aanplantingen

Over het algemeen ging elke inrichting in de landinrichtingsomtrek gepaard met aanplantingen van inlandse houtsoorten. Deze aanplantingen verlenen structuur aan het landschap en maken **de ontwikkeling van de ecologische vermazing en de biodiversiteit** mogelijk.

Bovendien werd het boomgaardreservaat van Natuur en Bos in “Culot-du-Bois” behouden en werd er, via het landinrichtingsplan, een erfdiensbaarheid aangelegd om dit perceel te ontsluiten.

In het totaal werden er, in bomenrijen of alleenstaand, 75 hoogstammigen, 60 geselecteerde jonge hoogstammigen en 2505 bosplanten geïntroduceerd, goed voor een 7 km lange rij.

3.2.2.6 Herstel van afvoerleidingen

Om een probleem op te lossen met wateroverlast op de weg wegens een defecte afvoer of gewoon geen afvoer en te voorkomen dat de wegbekleding achteruitgaat, wordt er een 70 m lange gracht gegraven, waarin een 155 m lange afvoer wordt geplaatst langs de “rue de Lekernay”, zodat het water gedraineerd wordt naar het lager gelegen bouseiland.

Over om en bij de 300 m wordt de afvoerleiding vernieuwd, om te voorkomen dat er nog wateroverlast ontstaat in de rue Kwade. Rond de rue Haie Allard wordt een gelijksoortige inrichting voorzien, over een lengte van 300 m.

De werken hebben eveneens betrekking op de vervanging van een bestaande rioolovergang die onder de weg beschadigd werd in de rue des Tripes, zodat het watertraject hersteld wordt.

Deze inrichtingen maken de aanbevelingen van het MER inzake **de maatregelen ter voorkoming en bescherming van de erosie en de overstromingen** hard.

3.2.3 Sensibiliseringsmaatregelen voor de actoren die in het gebied actief zijn: Days FOR Nature

Days FOR Nature zijn acties om de privé-eigenaren te sensibiliseren voor, en aan te zetten tot de invoering van versterkingsmaatregelen voor de ecologische vermazing. Zij zijn een initiatief van de Directie Plattelandsinrichting [“DAFoR” in het Frans] van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Deze acties worden opgezet op de privé-domeinen in de landinrichtingsomtrekken en worden onder andere concreet gemaakt via dagen waarop inlandse houtsoorten worden verdeeld. Naar de toekomst toe zouden ook poelen worden aangelegd in landbouwmilieus.

Deze actie, met de slogan “4000 km hagen / 1 miljoen bomen”, wordt ingebed in de activiteiten van de Week van de Boom.

Deze acties worden ter hoogte van 80% door het Waals Gewest gefinancierd en zouden in de provincie Henegouwen een aanvullende provinciale medefinanciering moeten krijgen, waardoor de overheidsdeelname 100% zal bedragen.

Hier dient benadrukt dat de opvolging van sommige aanbevelingen uit het MER, in fine, niet onder de verantwoordelijkheid van het Landinrichtingscomité vallen. Hoewel het zijn opdracht is om de geldende wetgevingen (inachtneming van het verbod op de toegangverstreking van

vee tot de waterlopen of spreidingsvoorwaarden bijv.) te bevorderen en de actoren uit het gebied ertoe aan te zetten ze na te leven en de uitvoering van de agromilieu- maatregelen te bevorderen, hangt het welslagen van deze maatregelen af van de goede wil van deze actoren. Het Landinrichtingscomité sensibiliseert de actoren onder andere ter gelegenheid van de zittingsdagen van de openbare onderzoeken.

3.3 Samenvatting van de ondernomen acties

Onderstaande tabel geeft weer, op welke wijze de MER-aanbevelingen omgezet worden in de ondernomen acties en legt de nadruk op het multifunctioneel karakter van het merendeel der gevoerde acties.

| | MER-aanbevelingen | | | | | | | |
|--|---|--|---|---|---|---------------------------------|--|--------------------|
| | 1. Voorkoming en bestrijding van Erosie en overstromingen | 2. Beheer en bescherming van oevers van waterlopen, aanleg van poelen en vijvers | 3. Instandhouding en ontwikkeling van de biodiversiteit en de ecologische vermazing | 4. Aanleg van infrastructuren met een ecolandschappelijk karakter | 5. Aanleg van trajecten voor trage mobiliteit | 6. Opwaardering van het erfgoed | 7. Uitvoering van agro-landbouwmaatregelen | 8. Grondmobiliteit |
| ACTIES | | | | | | | | |
| Aanleg van tijdelijk overstroombare zones | | | | | | | | |
| Uitbreiding en aanleg van het reservaat Terneppe | | | | | | | | |
| Hermeandering van de Mark | | | | | | | | |
| Aanleg van poelen en bouw van een observatorium | | | | | | | | |
| Versterking mobiliteit en met name zachte mobiliteit | | | | | | | | |
| Aanplantingen | | | | | | | | |
| Herstel afvoer | | | | | | | | |
| Days for nature | | | | | | | | |

Tableau 3 : Réponses des actions menées aux recommandations du RI

4 Antwoorden op de adviezen van de instellingen

Onderstaande tabel geeft een overzicht weer van de adviezen van de geraadpleegde instanties.

| Geraadpleegde autoriteit | Wettelijke basis | Antwoordtermijn | Indieningsdatum | Antwoorddatum | Aard van het advies |
|--------------------------|----------------------------|------------------|-----------------|---------------|-------------------------|
| Gemeente Edingen | Milieuwetboek - Art D.57§3 | 60 kalenderdagen | 10/10/2019 | 06/12/2019 | Gunstig advies |
| Gemeente Opzullik | Milieuwetboek - Art D.57§3 | 60 kalenderdagen | 10/10/2019 | | Niet-uitgebracht advies |
| Beleidsgroep Leefmilieu | Milieuwetboek - Art D.57§3 | 60 kalenderdagen | 10/10/2019 | | Niet-uitgebracht advies |

Tableau 4 : Avis des autorités consultées

Gelet op de aard van de adviezen, is het niet de taak van het Landinrichtingscomité erop in te gaan.

5 Réclamations et observations exprimées lors de l'enquête publique Milieuverklaring en opname in het landinrichtingsplan

Het openbaar onderzoek, dat 45 dagen duurde, ving aan op 21 oktober 2019 en eindigde op 4 december 2019.

Tijdens dat openbaar onderzoek werden 135 bezwaarschriften / bemerkingsen door belanghebbenden ingediend, w.o.:

- 20 afschaffingen van opleggsommen;
- 26 administratieve regulariseringen (verkoop, afstand van landbouwbedrijven);
- 94 administratieve wijzigingen (namen, adressen...).

Er dient aangestipt dat een bezwaarschrift meerdere punten kan bevatten. Dit verklaart waarom het totaal aantal niet overeenstemt met de som van de verschillende inhoudscategorieën.

Onder deze bezwaarschriften heeft het Landinrichtingscomité vier onderwerpen aangestreept die verband houden met het leefmilieu. Hieronder worden zij uiteengezet, evenals de dienovereenkomstige beslissingen van het Comité ter zake van werkzaamheden.

Bezwaarschrift nr.33

"De belanghebbenden zouden graag een oplossing zien voor de problemen met de watertoevoer in de percelen 10110, 10109 en 10124. Evalueer de mogelijkheid om afvoerkanalen of sproeiers aan te brengen. "

Het landinrichtingscomité is er voorstander van dit bezwaarschrift in overweging te nemen

Er zullen werken worden uitgevoerd om de afwateringscapaciteit van de rijbaan te vergroten door de doorsnede van de buizen te vergroten tot 200 mm.

Bezwaarschriften 68 en 82:

"De belanghebbenden vragen om een greppel of een afvoerkanaal aan te leggen tussen de percelen 70126 en 70125. "

Het landinrichtingscomité is er voorstander van dit bezwaarschrift in overweging te nemen

De vernieuwing van de ingestorte leiding maakt deel uit van de werkzaamheden aan de Kwadestraat, zoals gedetailleerd in 3.2.2.6 Herstel afvoer.

Bezwaarschrift nr.90

"De belanghebbenden verzoeken de uittrekkende eigenaar een deel van de aanplant van een nieuwe haag voor zijn rekening te nemen of de oude eigenaar de gehele lengte van de sloot te laten. "

Het landinrichtingscomité is er voorstander van dit bezwaarschrift in overweging te nemen
De perceelindeling werd aangepast om de haag te bewaren.

6 Hoofdzakelijke maatregelen ter opvolging van de effecten

6.1 Driejaarlijks verslag van het Landinrichtingscomité

Overeenkomstig artikel D.271/1, zal het Landinrichtingscomité, bijgestaan door het Departement Onderzoek, een voortgangsverslag opmaken in verband met de technische, budgetgerelateerde en communicatie-aspecten.

Overeenkomstig artikel 15 van het regeringsbesluit van 15 mei 2015 omvat dit verslag:

« 1° een lijst van de vergaderingen, met vermelding van de agenda, een samenvatting van de beslissingen die tijdens elke vergadering genomen zijn en een indicatie van de beslissingen waarover de adviescommissie een advies uitgebracht heeft;

2° een samenvatting van de uitgevoerde stappen en een tijdschema voor de uit te voeren stappen overeenkomstig bijlage 3;

3° een inventaris van de uitgevoerde werken en een tijdschema voor de uit te voeren werken;

4° een tabel voor de budgetaire opvolging van de uitgaven en ontvangsten. ».

Het activiteitenverslag van het comité wordt om de drie jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het regeringsbesluit van 15 mei 2014 aan de Regering overgemaakt.

6.2 Overeenkomst voor het beheer en het onderhoud van de gesubsidieerde inrichtingen

Er wordt een overeenkomst voor het beheer en het onderhoud van de gesubsidieerde inrichtingen tussen de stakeholders van de projecten opgemaakt: Gemeente Edingen, Herverkavelingscomité Edingen, Waalse Overheidsdienst – Directie Plattelandsinrichting en Provincie Henegouwen.

In deze overeenkomst wordt bepaald welke overheden belast worden met het onderhoud en het beheer van de inrichtingen, en welke nadere regels van toepassing zijn overeenkomstig het opgesteld beheersplan. Daarin staan de verplichtingen van elke partij vermeld, wat betreft het verspreiden van ingezamelde informatie en gegevens en de communicatie.

De overeenkomst gaat in te rekenen van de datum van ondertekening en is van onbepaalde duur.

6.3 Biologische opvolging van de inrichtingen

De inrichtingen ten gunste van de biodiversiteit worden regelmatig biologisch opgevolgd door de Waalse Overheidsdienst “Departement Onderzoek in Natuur en Landbouwmilieus”.
De opgetekende gegevens worden verspreid onder de partners betrokken bij de inrichting.

7 7 Conclusies

Deze milieuverklaring gaat gepaard met de goedkeuring van het landinrichtingsplan Edingen op het grondgebied van de gemeenten Edingen en Opzullik.

Ze is een samenvatting van de wijze waarop door het landinrichtingsplan werden geïntegreerd:

- de milieuoverwegingen
- de aanbevelingen uit het milieueffectenverslag
- de bemerkingen en adviezen van de geraadpleegde instanties en het geraadpleegde publiek

Met de medewerking van de plaatselijke besturen, de omwonenden en de provinciale en gewestelijke besturen verantwoordelijk voor gebiedszaken werd dit plan samen uitgewerkt met de betrokkenen in de omtrek ervan, om in te spelen op de belangen van het gebied via multifunctionele maatregelen en inrichtingen. Daarvan is huidige milieuverklaring een nadere weergave.

8 Lijst der tabellen en figuren

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Chiffres-clés de l'Aménagement foncier d'Enghien..... | 5 |
| Tableau 2 : Modalités d'organisation de l'enquête publique | 9 |
| Tableau 3 : Réponses des actions menées aux recommandations du RIE | 16 |
| Tableau 4 : Avis des autorités consultées | 17 |
| Figure 1 : Localisation du périmètre d'Aménagement foncier d'Enghien | 4 |
| Figure 2 : Historique de la constitution du bloc AFR " Enghien" | 6 |